



doc.VEILLE
Bulletin de veille webographique

Avril, 2011

Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.



The Changing Security Situation in the Maghreb

Daniel NOVOTNÝ ; Abdessamad BELHAJ

Prague : International Foreign Affairs Association, 2011

Source: AIA,

http://www.amo.cz/download.php?group=produkty1_soubory&id=365

Tags : Politique | Sécurité | Maghreb

Dans un contexte marqué par d'importantes transformations sociopolitiques dans le monde arabe, l'Union du Maghreb Arabe (UMA) demeure pénalisée par la fermeture des frontières terrestres entre le Maroc et l'Algérie depuis 1994, en raison notamment du différend politique maroco-algérien sur la question du Sahara. Cette situation entrave la concrétisation du potentiel de commerce et d'investissement au niveau de la région et affecte négativement la coopération sécuritaire à l'échelle régionale.

Selon l'étude, ce conflit régional, qui perdure depuis déjà une trentaine d'années, est considéré comme l'un des dossiers les plus délicats de la région d'Afrique du Nord. Les séries de négociations menées, sous l'égide des Nations Unies, pour déboucher sur une solution durable et acceptée par tous les protagonistes, n'ont pas rencontré le succès escompté et ce, malgré les efforts déployés par le Maroc au titre du projet d'autonomie des provinces du Sud dans le cadre de la souveraineté marocaine.

A ce titre, les auteurs de l'étude soulignent que l'Initiative marocaine d'autonomie au Sahara, jugée d'ailleurs par le Secrétaire général de l'ONU en tant que "solution crédible" qui a été accueillie favorablement par la communauté

internationale, mérite d'être examinée sérieusement afin de servir de toile de fonds pour les négociations.

Faute d'un dénouement rapide de la question du Sahara, la sécurité du Maghreb est soumise à d'importantes tensions, aggravées par la dégénérescence des structures du Polisario, dont certains affiliés sont intimement impliqués dans le trafic d'armes et de drogues dans la région sahélo-saharienne.

A cela s'ajoute les difficultés manifestes auxquelles font face les dirigeants du Polisario qui ont de plus en

plus du mal à contenir le mécontentement des habitants des camps de Tindouf, particulièrement les jeunes qui aspirent à la liberté et au changement.

Sur un autre registre, le rapport souligne que comparativement aux autres pays de la région, le Maroc a judicieusement opté pour une démarche pacifique pour faire face aux mouvements de protestation des jeunes, basée sur le dialogue et le respect des droits de l'Homme et des libertés d'expression. Le rapport n'a pas manqué de rappeler que le Royaume dispose d'une longueur d'avance, vu qu'il avait mis en œuvre plusieurs réformes d'ordre politique, économique et social, lui permettant d'anticiper la vague de changement.

Le Maroc a opté pour une démarche pacifique pour faire face aux mouvements de protestation des jeunes, basée sur le dialogue et le respect des droits de l'Homme et des libertés d'expression.



L'opinion publique européenne face au « printemps arabe »

Fondation Jean-Jaures

Paris : FJJ, 2011

Source : FJJ,

<http://www.jean-jaures.org/Publications/Les-notes/L-opinion-publique-europeenne-face-au-printemps-arabe>

Tags : Politique | Démocratie | Méditerranée | Immigration | Islamisme

Quelques mois après leur déclenchement en Tunisie, en Egypte et en Libye, les mouvements de contestation populaires se sont poursuivis pour s'étendre au Bahreïn, au Yémen et puis à la Syrie. Si ces mouvements traduisent une soif de démocratie et suscitent l'espoir chez ces populations de rompre avec les régimes autoritaires, ils soulèvent, néanmoins, quelques inquiétudes au sein de l'opinion publique européenne. C'est ce que fait ressortir les résultats de l'enquête menée par l'IFOP (Institut français d'opinion publique) auprès des populations de cinq pays européens, en l'occurrence la France, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Nonobstant ces inquiétudes, l'enquête révèle une note d'espoir chez les européens. Ainsi, 59% des français trouvent dans les révolutions arabes une opportunité pour le développement économique et social de ces pays. 50% des anglais interrogés voient dans les révolutions arabes l'amorce d'un processus de démocratisation.

En effet, le soulèvement populaire survenu dans certains pays de la rive sud de la Méditerranée est appréhendé avec crainte par une majorité d'européens notamment en raison de ses retombées en matière de migration et de poussée de l'islamisme.

S'agissant de la question migratoire, l'inquiétude est fortement ressentie dans les pays directement concernés par une potentielle vague d'immigration, à savoir l'Espagne et l'Italie. Les résultats de l'enquête mettent en exergue la prééminence de cette problématique en Italie, pays qui fut directement confronté aux conséquences de la « révolution du Jasmin » en Tunisie, avec l'arrivée de 5.000 migrants sur l'île de Lampedusa.

Si la question migratoire émerge en tant que source majeure d'inquiétude chez les européens, l'incertitude sur l'issue politique des révolutions arabes n'est pas des moindres. Les européens craignent

L'immigration et l'islamisme constituent les principales inquiétudes des européens

que l'éclatement des régimes en place entraîne un vide politique qui favorise le basculement vers d'autres formes d'autoritarisme qu'elles soient de nature islamiste ou militaire.

L'enjeu majeur pour l'Europe serait de soutenir, à travers des politiques appropriées, les pays arabes dans leurs aspirations démocratiques, tout en préservant leurs propres intérêts. Les opinions exprimées à cet égard privilégient davantage l'aide au développement et à la stabilisation des pays en révolte qu'un resserrement des contrôles aux frontières.



Rapport sur le développement dans le monde : conflits, sécurité et développement

Banque Mondiale

Washington : BM, 2011

Source : Banque Mondiale

http://wdr2011.worldbank.org/sites/default/files/FRENCH_WDR2011_OVERVIEW.pdf

Tags : Société | Développement | Sécurité | Conflits

D'après le présent rapport, au moins 1,5 milliard de personnes sont directement ou indirectement victimes de violences, qui sont devenues l'une des caractéristiques majeures du 21^{ème} siècle. Ces violences sont alimentées par plusieurs facteurs dont notamment le chômage, les tensions ethniques, religieuses et sociales.

Le risque de basculement vers la violence devient une menace réelle lorsque les institutions sont faibles ou manquent de légitimité, comme en témoigne le cas de certains pays de la région MENA.

A l'évidence, les pays marqués par la violence enregistrent des rythmes de croissance faibles et se caractérisent par un niveau élevé de la pauvreté qui freine leur développement et obscurcit leurs perspectives sociopolitiques.

Pour contrecarrer le risque de violence, le rapport estime qu'il est primordial de promouvoir des institutions crédibles jouissant d'une légitimité populaire et fonctionnant sur la base des principes de la bonne gouvernance. Le rapport souligne également qu'il importe d'encourager les coalitions politiques pour réduire les écarts de position et favoriser la convergence des intérêts entre protagonistes.

Non moins important, la prévention du risque de violence exige aussi de rompre avec le passé et de promouvoir une vision tournée davantage vers l'avenir.

Le rapport a mis en relief l'expérience positive de certains pays qui ont réussi leur transition et sont parvenus à rétablir la confiance entre les citoyens et l'État, grâce à des actions concrètes en faveur de la promotion de la transparence, l'amélioration de la situation des démunis, la nomination de nouveaux responsables, et l'engagement politique crédible sur la base de calendriers réalistes en matière de

conduite des réformes à plus long terme.

Enfin, le rapport recommande

cinq programmes concrets en vue de renforcer la confiance et de garantir la conduite sereine des transformations institutionnelles à plus longue échéance. Il s'agit en l'occurrence des programmes communautaires destinés à :

- créer des emplois stables et décents ;
- fournir des services publics de base ;
- transformer les institutions dans les domaines de la sécurité et de la justice ;
- promouvoir la participation des femmes dans les domaines de la sécurité, de la justice et de l'économie ;
- lutter avec efficacité contre toutes les formes de corruption.

Le risque de basculement vers la violence devient une menace réelle lorsque les institutions domestiques sont faibles ou manquent de légitimité, comme ce fut le cas dans certains pays de la région MENA



Technology Roadmap Biofuels for Transport

International Energy Agency

Paris : IEA, 2011

Source: IAE,

www.iea.org/papers/2011/biofuels_roadmap.pdf

Tags : Technologie | Biocarburant | Pétrole | Transport

L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) prévoit un accroissement des besoins mondiaux d'énergie de l'ordre de 50% d'ici 2030, au moment où les incertitudes sur les réserves énergétiques d'origine fossile, notamment le pétrole, ne cessent de s'accroître.

Les conséquences manifestes du changement climatique (hausse des températures, altération de la biodiversité et déséquilibres des écosystèmes), soulèvent d'importantes interrogations en termes d'utilisation des énergies d'origine fossile dans tous les domaines de la vie, notamment en matière de transport. Cela pose un défi énorme pour la mobilité, étant donné que les carburants fossiles sont difficiles à remplacer.

Selon le rapport, les biocarburants pourraient constituer une alternative à l'épuisement prévisible des ressources pétrolières, tout en favorisant la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans cette perspective, l'AIE prévoit que les biocarburants pourraient couvrir 27% des besoins mondiaux en carburants dans le domaine des transports, à l'horizon 2050, contre 2% aujourd'hui. Ce niveau de recours aux biocarburants ne devrait pas compromettre la sécurité alimentaire mondiale et concernerait particulièrement

le remplacement du diesel, jet-fuel et du kérosène.

Dans le seul secteur du transport, ce sont près de 2,1 milliards de tonnes d'émissions carboniques que la production de biocarburants permettrait d'éviter à l'horizon 2050. Cette économie pourrait être multipliée par 10, si on tient compte aussi du potentiel d'utilisation des déchets et des résidus de biomasse et des avantages liés à la gestion efficace des cultures.

Par ailleurs, plus de 3 milliards de tonnes de biomasse par an seraient nécessaires à l'horizon 2050 pour déboucher sur une production optimale de biocarburants. L'AIE évalue à un milliard de tonnes la quantité de résidus et de déchets biomasses essentiels pour y parvenir. Cela exigerait un espace supplémentaire estimé à 100 millions d'hectares, soit l'équivalent de 2% des terres agricoles de la planète.

Au total, si le développement des biocarburants s'avère nécessaire au vu des tensions qui pèsent sur les énergies fossiles, il n'en demeure pas moins que la fiabilité économique des biocarburants exige des investissements conséquents pour rapprocher au moins leurs coûts de ceux des combustibles fossiles.

Les biocarburants pourraient couvrir 27% des besoins mondiaux en carburants dans le domaine des transports, à l'horizon 2050



The shape of jobs to come

Fast Future

London : Department for Business Innovation and Skills of UK, 2011

Source : FF,

[http://fastfuture.com/wp-](http://fastfuture.com/wp-content/uploads/2010/01/FastFuture_Shapeofjobstocome_FullReport1.pdf)

[content/uploads/2010/01/FastFuture_Shapeofjobstocome_FullReport1.pdf](http://fastfuture.com/wp-content/uploads/2010/01/FastFuture_Shapeofjobstocome_FullReport1.pdf)

Tags : Technologie | Sciences | Emploi | Futur

Le progrès que connaissent les nouvelles technologies est de nature à entraîner la disparition de certains métiers et à susciter, en contrepartie, l'émergence de nouveaux secteurs créateurs d'emplois.

C'est l'une des conclusions majeures mentionnées par l'étude prospective réalisée par le bureau d'études britannique « *Fast Future* ». Cette étude, qui offre une vision de ce que pourrait être le marché du travail de demain, a identifié une série de professions devant émerger à l'horizon 2030 en lien avec le progrès scientifique et technologique.

Pour ce faire, les auteurs de ce rapport ont mis en exergue les principaux facteurs de changement qui devraient façonner la planète d'ici à 2030, sur le plan démographique, économique, politique et environnemental ainsi que leurs implications sur la science et la technologie. Cet exercice de prospective a donné lieu à une liste composée d'une centaine de métiers futurs.

Selon l'étude, le marché de l'emploi serait marqué dans les vingt prochaines années par le développement de nouveaux métiers tels que ceux de *psychologue des réseaux sociaux, de chirurgien de la mémoire, de gestionnaire de bien-être, d'avocat virtuel, d'éthicien des nouvelles sciences, d'enseignant virtuel et d'architecte de l'espace.*

En rapport avec la problématique du réchauffement climatique, de la rareté des ressources et des énergies renouvelables, une panoplie de métiers connaîtrait un essor remarquable, tels que ceux liés aux *manipulations du climat ou encore ceux liés à la production d'OGM, ...*

La rareté des ressources en eau favoriserait la création du métier *d'eauticat ou avocat spécialisé dans la gestion des conflits liés à l'eau.*

Au niveau du secteur des transports, l'étude prévoit l'apparition du métier du carothérapeute qui aurait comme vocation la *désintoxication* des voitures devenues inutilisables à cause de la pénurie de pétrole.

Le marché de l'emploi serait marqué dans les vingt prochaines années par le développement de nouveaux métiers, en lien avec le progrès scientifique et technologique



La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture

FAO

Rome : FAO, 2011

Source: FAO,

<http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f.pdf>

Tags : Environnement | Alimentation | Agriculture | Changement climatique

Les conséquences du changement climatique, notamment, les inondations et les sécheresses, aggravées par l'accroissement de la demande en biocarburants et le recours à des mesures protectionnistes des marchés domestiques, contribueraient à alimenter la hausse des prix mondiaux des denrées de base et à menacer la sécurité alimentaire dans plusieurs pays.

En effet, les restrictions aux exportations de céréales dans certains pays producteurs et la forte ponction sur les stocks mondiaux de blé et de maïs ont accentué la volatilité des prix sur le marché international. Elles devraient conduire dans les dix prochaines années à de nouveaux pics de prix qui seraient à l'évidence insoutenables.

Cette évolution risquerait de compromettre les efforts mondiaux de lutte contre la sous-alimentation. Si le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation dans le monde a globalement régressé, passant de 1023 milliards en 2009 à 925 millions en 2010, la situation demeure toutefois préoccupante dans les pays en développement, où 16% des populations étaient sous-alimentées en 2010.

L'Objectif du Millénaire pour le Développement consistant à atteindre le

seuil de 10% de personnes sous-alimentées entre 1990 et 2015, risquerait dès lors d'être compromis. A cet effet, le rapport recommande de conduire, dans l'urgence, une action internationale coordonnée pour garantir la sécurité des approvisionnements alimentaires, en œuvrant en faveur de l'amélioration de la gouvernance des marchés mondiaux des produits agricoles et en promouvant la constitution de stocks critiques pour atténuer la volatilité des marchés.

Le rapport a également mis en exergue la question des inégalités genre en matière d'accès aux produits

Dans les pays en développement, 16% des populations étaient sous-alimentées en 2010 (L'OMD est de 10% en 2015)

agricoles et à l'emploi en milieu rural.

A cet égard, le rapport estime que la faible performance du secteur agricole dans plusieurs pays en développement s'explique essentiellement par la forte discrimination à l'encontre de la femme en termes d'accès aux ressources et aux débouchés. L'expérience de certains pays en développement, en faveur de la promotion du rôle de la femme en milieu rural, a produit des résultats positifs qui vont au-delà du rétablissement de la sécurité alimentaire pour favoriser aussi le développement de la société dans son ensemble.



Energy in 2050: will fuel constraints thwart our growth projections?

HSBC

London : HSBC, 2011

Source : HSBC,

<http://www.research.hsbc.com/midas/Res/RDV?ao=20&key=ej73gSSJvj&n=282364.PDF>

Tags : Environnement | Énergie | Prospective

D'après une étude récente de la banque multinationale HSBC, les réserves actuelles de pétrole pourraient se tarir d'ici à l'horizon 2050 et ce, même si la demande mondiale de pétrole se stabilise. Ce scénario est corroboré par le déclin de la production dans certains champs pétroliers qui ont déjà atteint leur *Pic-Oil*.

Aux limites liées à l'offre, s'ajoutent les tensions exercées sur la demande, notamment en provenance des pays émergents. D'après ce rapport, la demande mondiale de pétrole atteindrait 190 millions de barils par jour en 2050, portée par l'accroissement des besoins énergétiques des pays émergents en ligne avec leur rattrapage économique (industrialisation, urbanisation, transports...).

Les réserves actuelles de pétrole pourraient se tarir d'ici à l'horizon 2050 et ce, même si la demande mondiale de pétrole demeure stable

Les incidences de la croissance de la demande pétrolière sur l'environnement seraient fortement dommageables, entraînant un doublement du taux de CO₂ dans l'atmosphère, une déstabilisation des températures, une altération de la biodiversité de la planète et des effets néfastes sur la santé des populations.

Ce scénario pessimiste avait déjà été mis en avant par plusieurs pays, dont les États-Unis, qui avaient mis en garde contre le risque de sévères pénuries de pétrole dès 2012. C'est aussi le cas de l'Iran qui

avait estimé que « les marchés internationaux sont proches d'une crise due à une production de pétrole incertaine », ou encore l'Arabie Saoudite qui considère que ses réserves pétrolières ne pourraient pas supporter le rythme de la hausse de la demande mondiale. Ces déclarations ne vont pas dans le sens des prévisions de l'Agence internationale de l'énergie qui tablait sur une demande mondiale de 99 millions de barils par jour dès 2035.

Tenant compte de ce qui précède, la sécurité énergétique deviendrait la principale préoccupation des gouvernements dans les années à venir.

Du fait de la faible richesse de leur sous-sol, les régions en crise seraient l'Europe, l'Amérique latine et l'Inde d'ici à 2035.

L'étude souligne que pour faire face aux besoins énergétiques futurs, il serait toujours possible de recourir à des sources alternatives telles que le gaz naturel (109 ans de réserves) et le charbon (176 ans de réserves), sachant que ce dernier a l'inconvénient d'être polluant. Pour cela, des efforts conséquents devraient être déployés en termes d'efficacité énergétique, de promotion de la recherche dans le domaine des technologies vertes et d'un recours accru aux énergies renouvelables, par essence intarissables.



Leveraging Migration for Africa : Remittances, Skills, and Investments

Banque mondiale

Washington : BM, 2011

Source: BM,

<http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Leveraging%20Migration-P4-rev-3.31.2011.pdf>

Tags : Economie | Migration | Transfert de fonds | Afrique

Les transferts effectués par 30 millions de migrants africains représentent une ressource vitale pour le développement du continent. Les envois de fonds des migrants contribuent à la baisse des niveaux de pauvreté dans les communautés d'origine et à un surcroît d'investissements en matière de santé, d'éducation, de logement, de capitaux, d'échanges commerciaux ou de savoir et de transferts de technologies.

Les transferts des migrants africains vers leurs pays d'origine ont connu une croissance soutenue depuis les années 1990. Ils ont atteint près de 40 milliards de dollars en 2010. Ces transferts constituent ainsi la source principale de capitaux extérieurs de ces pays après les investissements directs étrangers. Ils sont essentiellement investis dans l'acquisition de terrains, la construction de logements et dans la création d'entreprises, mais beaucoup moins dans l'éducation.

Le présent rapport propose un outil novateur pour optimiser les transferts des fonds des migrants à savoir les bons de la diaspora. Il s'agit de titres mis en vente par des entités publiques ou privées auprès des nationaux établis à l'étranger. Cet outil a permis à des pays comme Israël et l'Inde d'exploiter les ressources dont disposent leurs ressortissants résidant dans d'autres pays. Les pays d'Afrique pourraient mobiliser par ce biais des montants de l'ordre de 5 à 10 milliards de dollars par an. Plusieurs États africains disposant

d'importantes populations migrantes dans des pays à revenu élevé peuvent aisément recourir à ce type d'instruments, notamment, le Maroc, l'Égypte, et la Tunisie, en Afrique du Nord, et l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Libéria, le Nigéria, l'Ouganda, le Sénégal et la Zambie, en Afrique subsaharienne.

Dans les années à venir, la pression migratoire est susceptible de s'accroître, en lien avec les mutations à l'échelle mondiale, avec un accroissement démographique en Afrique contre une contraction de la population active dans plusieurs pays développés notamment en Europe. Dans ces conditions, le rapport estime qu'il est judicieux de favoriser la convergence des politiques démographiques dans les différents pays et de mettre en œuvre des accords multilatéraux pour gérer plus efficacement les mouvements migratoires futurs.

Le rapport a souligné que sur la période récente, le profil des migrants originaires des pays africains est caractérisé de plus en plus par des travailleurs qualifiés, ce qui aggrave le déficit déjà important en termes de capital humain en Afrique. Cette situation interpelle les gouvernements africains à intensifier leurs efforts en vue de développer leurs ressources humaines et de garantir, notamment, aux travailleurs hautement qualifiés les conditions d'emplois appropriées dans leurs pays.

Les envois de fonds des migrants africains vers leurs pays d'origine ont atteint en 2010 près de 40 milliards de dollars



Urban World: Mapping the Economic Power of Cities

McKinsey Global Institute

San Francisco : MGI, 2011

Source : MGI,

http://www.mckinsey.com/mgi/publications/urban_world/index.asp

Tags : Economie | Ville | Urbanisme | Développement économique

Le présent rapport dresse les perspectives de la croissance urbaine dans les grandes agglomérations de pays émergents au cours des quinze prochaines années.

Aujourd'hui, les 600 plus grandes villes de la planète hébergent 1,5 milliards d'habitants, soit 22% de la population mondiale et génèrent plus de la moitié de la richesse planétaire.

Le rapport rappelle qu'en 2007, 190 grandes villes américaines contribuaient à 20 % du PIB

mondial, contre 4 % pour les villes chinoises les plus importantes. D'ici 2025, ces proportions pourraient s'inverser complètement, passant respectivement à 10 % et 30 %, ce qui occasionnerait un déplacement du centre de gravité du monde urbain vers le Sud et plus encore vers l'Est.

En 2025, les 600 plus grandes villes de la planète pourraient représenter 60 % du PIB mondial. Les 100 premières grandes villes représenteraient 35 % de la production de richesse mondiale. Plus de 130

villes, situées dans des pays en développement particulièrement en Chine, pourraient faire partie de ces 600 villes.

Conséquence de l'urbanisation mondiale, les 600 plus grandes villes pourraient connaître une croissance démographique 1,6 fois plus rapide que le reste de la planète. En 2025, elles hébergeraient un quart de la population active et 35 % des personnes âgés de plus de 65 ans. À

cet horizon, 13 d'entre elles abriteraient

chacune plus de 10 millions d'habitants. Les villes des pays en développement compteraient plus de ménages relevant de la classe moyenne que celles des pays riches.

Les retombées économiques de ce futur paysage urbain ne sont pas négligeables. D'importants besoins en matière d'équipements, de transports, de croissance de la consommation et de l'accroissement des besoins en termes d'éducation et de services de base.

En 2025, les 600 plus grandes villes de la planète pourraient représenter 60 % du PIB mondial



Global Risks : An Initiative of Risks Response Network

World Economic Forum

Genève : WEF, 2011

Source : WEF,

<http://riskreport.weforum.org/globalrisks-2011.pdf>

Tags : Economie | Coopération internationale | Risques

La crise économique mondiale de 2007, dont les signes précurseurs avaient été la faillite de la banque américaine « *Lehman Brothers* », a montré clairement à quel point la mondialisation a fortement contribué à l'accroissement de l'interdépendance des économies.

Le présent rapport, publié par le World Economic Forum, s'intéresse aux risques mondiaux susceptibles d'émerger à l'horizon 2020. Selon le rapport, un risque est qualifié à caractère mondial s'il réunit un certain nombre de critères, dont notamment sa propagation à trois régions du monde ou son extension au moins à deux continents. De plus, il doit affecter au moins trois secteurs économiques, tandis que les dommages économiques qu'il génère doivent s'élever au moins à 10 milliards de dollars US et qu'une approche multisectorielle soit nécessaire pour le résoudre.

Le rapport énumère cinq types de risques (économiques, géopolitiques, sociaux, environnementaux et technologiques), qui se déclinent à leur tour en 37 risques mondiaux établis par les experts et matérialisés par des « nœuds de risques interconnectés ».

Parmi les risques mondiaux potentiels figurent les inégalités économiques et l'échec de la gouvernance mondiale. Selon le rapport, ces deux

risques auraient un impact mondial très significatif et se renforceraient l'un de l'autre. Ainsi, les inégalités économiques seraient largement liées aux risques de corruption et de fragilisation des États. Ils seraient également à l'origine du développement de maladies infectieuses, d'insécurité alimentaire et encourageraient le terrorisme.

De son côté, l'échec de la gouvernance mondiale entraînerait la prévalence de comportements hostiles à la

Parmi les risques mondiaux potentiels figurent les inégalités économiques et les échecs de la gouvernance mondiale.

mondialisation et son corollaire la montée du nationalisme, le protectionnisme économique et l'accroissement des inégalités de richesse entre régions.

En termes de perspectives, le rapport a identifié cinq risques majeurs qui devraient être surveillés dans les années à venir : la cyber-sécurité, les problèmes liés à la croissance démographique mondiale, la sécurité énergétique, le repli de la mondialisation et le développement d'armes de destruction massive.

Enfin, le rapport appelle en faveur d'une coordination des réponses envisagées au niveau national et international et de la mise en place de politiques basées sur des visions de long terme afin de prévenir ces risques et y faire face avec plus d'efficacité.

INDEX DES TAGS

A

Afrique	10
Agriculture	8
Alimentation	8

B

Biocarburant	6
--------------------	---

C

Changement climatique	8
Conflits.....	5
Coopération internationale.....	12

D

Démocratie.....	4
Développement.....	5
Développement économique.....	11

E

Economie.....	10, 11, 12
Emploi.....	7
Energie.....	9
Environnement	8, 9

F

Futur.....	7
------------	---

I

Immigration	4
Islamisme	4

M

Maghreb	3
Méditerranée.....	4
Migration	10

P

Pétrole.....	6
Politique.....	3, 4
Prospective	9

R

Risques	12
---------------	----

S

Sciences.....	7
Sécurité	3, 5
Société.....	5

T

Technologie.....	6, 7
Transfert de fonds.....	10
Transport.....	6

U

Urbanisme.....	11
----------------	----

V

Ville.....	11
------------	----